

IL N'Y A PAS DE RÉSILIENCE CLIMATIQUE SANS JUSTICE ÉCONOMIQUE !

LES PETIT·E·S PRODUCTEUR·ICE·S AGRICOLES DOIVENT ÊTRE AU CŒUR DES NÉGOCIATIONS AUTOUR DE LA CRISE ÉCOLOGIQUE MONDIALE

Les incendies en Amazonie et les explosions sociales liées à la fois à la défense de l'environnement et à l'explosion des inégalités économiques partout dans le monde, auxquels s'ajoutent les grèves d'envergure planétaire Fridays for Future, mettent en lumière l'urgence de la crise climatique et sociale à laquelle la planète fait face à la veille de la 25ème Conférence des Parties de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC), COP25. Au cœur de la crise, les petits producteurs agricoles luttent de plus en plus contre les sécheresses, inondations et des conditions météorologiques changeantes et imprévisibles. Nombre d'entre eux se voient contraints d'abandonner leurs terres et de migrer, comme stratégie d'adaptation de dernier recours. Des actions concrètes

et ambitieuses sont nécessaires de toute urgence pour pallier les préoccupations migratoires et les risques pour la sécurité alimentaire, qui jettent une ombre sur les ambitions mondiales des ODD. C'est pourquoi le mouvement global du commerce équitable exhorte les Parties de la CCNUCC à reconnaître les politiques et pratiques commerciales équitables comme une composante importante des stratégies d'atténuation et d'adaptation climatiques. Il est urgent d'investir dans la nécessaire transition agroécologique de nos modes de production et de consommation, en transformant les échanges commerciaux vers une nouvelle économie basée sur la justice sociale et économique.

Comment la crise écologique exacerbe la pauvreté et la vulnérabilité des petit·e·s producteur·ice·s agricoles :

- > Les pressions additionnelles sur les sols exacerbent les risques existants sur les moyens de subsistances, les systèmes alimentaires, la biodiversité, les infrastructures et également la santé des écosystèmes et des êtres humains.
- > Les risques liés au climat, y compris ceux liés aux moyens de subsistance, à l'approvisionnement en nourriture et en eau, devraient augmenter drastiquement avec le réchauffement climatique.
- > Les populations, et particulièrement les femmes, dépendantes de l'agriculture sont disproportionnellement affectées par les conséquences néfastes du réchauffement climatique.
- > Les petits producteurs agricoles font face à des sécheresses, inondations, hausses de températures et variations des régimes de précipitations, affectant toutes leurs rendements agricoles et la qualité des produits.
- > Sans adaptation, le réchauffement climatique pourrait diminuer la croissance des rendements de l'agriculture mondiale de 30% d'ici 2050, ce qui affecterait plus de 500 millions de petites exploitations de par le monde.
- > D'après les prévisions, dans les pays en développement, la crise écologique devrait faire passer plus de 100 millions de personnes sous le seuil de pauvreté d'ici 2030.
- > Les petits producteurs agricoles contribuent à nourrir une population mondiale toujours grandissante – fournissant plus de 80% de la nourriture consommée, particulièrement dans les pays en développement.

1. Panel Intergouvernemental sur le Changement Climatique (IPCC), Rapport spécial sur le changement climatique, la désertification, la dégradation des sols, la gestion durable des terres, la sécurité alimentaire et les flux de gaz à effet de serre dans les écosystèmes terrestres (en anglais).
2. IPCC, Rapport spécial du GIEC sur le réchauffement planétaire de 1,5 °C (en anglais).
3. Commission Globale sur l'Adaptation, S'adapter maintenant : Un Appel Mondial pour une Direction sur la Résilience Climatique (en anglais).

Les prix inéquitables ébranlent la résilience des petit-e-s producteur.ice-s face aux changements climatiques

La crise écologique s'accélère en grande partie en raison des modèles économiques qui prévalent et qui placent le profit au-dessus du bien-être des populations et de la planète. La majorité des 800 millions de petits producteurs agricoles à travers le monde n'a pas les moyens d'investir dans l'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques. Les pratiques commerciales déloyales dans les chaînes d'approvisionnement mondiales et le manque de trésorerie laissent les petits agriculteurs sans ressources pour couvrir les coûts réels d'une production agricole durable et résiliente face aux changements climatiques, dont l'agroécologie. De plus, les agriculteurs sont souvent dans l'incapacité d'accéder aux programmes de financement ou d'assurance climatique. Nos modes de production et de consommation actuels, ainsi que le manque de régulation en faveur de pratiques commerciales équitables et durables, notamment dans le secteur agro-alimentaire, entravent des objectifs de protection de l'environnement ambitieux et rendent plus difficile la réponse aux besoins de ceux qui se trouvent en première ligne de la crise écologique – les petits producteurs agricoles.

Cependant, il existe des solutions réalistes pour arrêter les pratiques commerciales déloyales actuelles qui aggravent la crise écologique. .

Le mouvement du commerce équitable est né en réponse au dysfonctionnement des chaînes d'approvisionnement conventionnelles, qui perpétuent la pauvreté des communautés marginalisées à travers le monde au lieu de promouvoir des relations commerciales mutuellement bénéfiques. Le mouvement du commerce équitable offre un exemple de modèle économique durable et équitable, éprouvé et fonctionnel, qui offre une meilleure rémunération via une relation commerciale transparente et durable, qui garantit des conditions de travail décentes et l'autonomisation de celles et ceux qui sont en première ligne des événements climatiques extrêmes. Le mouvement du commerce équitable appelle activement les gouvernements, l'UE et les institutions internationales à mettre en place des politiques publiques propices à faciliter la transition vers une économie mondiale plus équitable et durable. Ces efforts visent à soutenir la résilience des petits producteur.ice.s agricoles, ainsi que celle d'autres producteurs, artisans et travailleurs pauvres et marginalisés, comme partie intégrante des partenariats commerciaux. Le mouvement du commerce équitable réclame et met en œuvre un nouveau contrat social entre les petits agriculteurs, producteurs, artisans, et les acteurs économiques, gouvernements et consommateurs afin d'atteindre la durabilité sociale et environnementale nécessaire pour s'attaquer à la crise écologique.

Le mouvement du commerce équitable appelle les Parties de la CCNUCC à la COP25 à répondre aux enjeux des pratiques commerciales déloyales, du déséquilibre de pouvoir dans les chaînes de valeur et d'une production et d'une consommation durables lors des négociations climatiques à venir. Les inégalités et les changements climatiques sont intrinsèquement liés, tout comme le sont leurs solutions. Chaque année compte. Chaque décision a son importance. Chaque 0.1°C est déterminant. Des manières plus équitables de partager la valeur le long des chaînes d'approvisionnement rendent possible l'atteinte des objectifs sociaux et écologiques, tout en répartissant de manière plus égale le poids de la transformation de nos modes de production actuellement insoutenables. Dans ce but, nous demandons aux parties prenantes de :

- > Placer les petits agriculteur.ice-s comme partie intégrante de la solution aux dérèglements climatiques et s'assurer qu'ils sont inclus en tant que parties prenantes lors de l'élaboration de politiques nationales d'action climatique et dans le développement des Contributions Déterminées au niveau National (CDN). Les petits producteurs agricoles ne sont pas seulement les plus affectés et vulnérables aux changements climatiques, ils ont également un savoir-faire traditionnel et une expérience en agriculture, qui peuvent être mobilisés pour trouver des solutions.
- > Rendre les critères de sélection et les processus de mécanismes financiers, comme le Fonds Vert pour le Climat, accessibles aux petits agriculteurs et à leurs organisations, avec une attention particulière portée sur les productrices, considérant leur manque d'accès à l'appui technique, au renforcement de capacités et aux financements pour les mesures d'adaptation et d'atténuation climatiques.

- Promouvoir des mécanismes qui répondent à l'internalisation par les entreprises, des coûts de leurs activités économiques inévitables et non respectueuses de l'environnement.
- Développer des politiques commerciales et agricoles qui augmentent la transparence, encouragent des actions en faveur du climat dans les chaînes de valeur et parmi leurs acteurs, par exemple en exigeant que les entreprises exercent leur devoir de vigilance en termes de respect des droits humains dans leurs relations commerciales avec les petits agriculteurs sans transférer les coûts de ces mesures à ces derniers.
- Investir dans la recherche agronomique dans les secteurs les plus impactés par les changements climatiques et promouvoir des pratiques agricoles résilientes centrées sur les petits producteurs (par exemple en préservant la biodiversité et les modèles agroforestiers qui respectent le savoir-faire traditionnel et la sécurité alimentaire).
- Promouvoir la consommation durable à travers des politiques d'achat public, des accords commerciaux, des programmes d'éducation et d'autres mesures qui promeuvent l'ODD 12 comme un outil efficace au service de la transition agroécologique et autres mesures d'atténuation des risques liés à la crise écologique. Tout cela doit inclure un soutien à l'artisanat et aux méthodes similaires de production neutres en carbone, qui peuvent fournir une source de revenus alternative et durable. Dans des secteurs comme le café et le cacao, parmi d'autres, cela permettra de répondre à l'enjeu majeur de la déforestation.

Conclusion

Une nouvelle économie est possible mais le commerce équitable seul ne peut pas répondre à l'ampleur des défis posés par la crise écologique et par l'augmentation des inégalités dans les chaînes de valeur. Le système économique mondial actuel doit être transformé, et le poids de ces défis ne peut reposer sur les seuls consommateurs réclamant ce changement à travers leurs pratiques

d'achat. Les gouvernements nationaux et, de manière plus déterminante, les entreprises à travers le monde doivent collaborer pour construire une économie durable et inclusive. Répondre à la crise écologique en assurant la justice économique est une étape vitale pour atteindre cet objectif, pour le bien de l'humanité et de la planète.

Soutenu par les organisations signataires suivantes :

Commerce Équitable France

Coordinadora Estatal De Comercio Justo

Association Equo Garantito

Italian General Assembly of Fair Trade

EZA Fairer Handel

Fair Trade Advocacy Office

Fair World Project

Fairtrade International

Forum Fairer Handel

GEPA - The Fair Trade Company

Oxfam

Polish Fair Trade Association

Scottish Fair Trade Forum

Swiss Fair Trade

World Fair Trade Organization

World Fair Trade Organization-Europe



Commerce
Équitable
France



Le présent document a été élaboré avec l'aide de l'Union européenne. Le contenu de ce document relève de la seule responsabilité de ses auteurs et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de l'Union européenne.

